

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1573. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES
ET CONNEXES DE BEAUVAIS-CLERMONT**
(15 décembre 1989)

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1990,
Journal officiel du 4 août 1990)

■ *Journal officiel* du 15 août 2006

**Arrêté du 19 juillet 2006 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques
et connexes de la région de Beauvais-Clermont (n° 1573)**

NOR : SOCT0611717A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 juin 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région de Beauvais-Clermont du 15 décembre 1989 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 13 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales (1 annexe), à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 mars 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région de Beauvais-

Clermont du 15 décembre 1989, modifié par l'avenant du 18 janvier 2002, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 13 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales (1 annexe), à la convention collective susvisée.

L'article 1^{er}, alinéa 2, est étendu sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article 5 de l'accord national du 17 janvier 1991.

L'article 1^{er}, alinéa 3, est étendu sous réserve de l'application de l'article L. 122-26 modifié du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/9, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.